

**CONV 755/1/03
REV 1**

CONTRIB 332

NOTE DE TRANSMISSION

du	Secrétariat
à	la Convention
Objet :	Contribution de M. Ernâni R. Lopes, membre de la Convention : « Projet de contribution pour les travaux de la Convention sur l'inclusion du tourisme dans le futur traité constitutionnel »

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de M Ernâni R. Lopes, membre de la Convention.

PROJET DE CONTRIBUTION POUR LES TRAVAUX DE LA CONVENTION SUR L'INCLUSION DU TOURISME DANS LE FUTUR TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

I) Historique

La première action concrète de la Communauté, en ce qui concerne le tourisme, remonte à 1988, lors de la publication de la décision 89/46/CEE du Conseil qui décréta l'année 1990: "Année Européenne du Tourisme".

Depuis l'entrée en vigueur du Traité de l'Union Européenne, le tourisme fait partie des domaines où la Communauté se propose de prendre les mesures pour la réalisation des missions qui lui sont attribuées par les Traités.

A partir de 1997, un processus s'est mis en place dans le but de créer les conditions nécessaires et de fournir les instruments adéquats au tourisme durable de qualité et aux entreprises européennes de tourisme compétitives. Globalement, les initiatives ont été les suivantes:

- Les bénéfices pour le tourisme européen d'un développement équilibré et durable ont été reconnus en novembre 1997, lors de la Conférence Européenne du Luxembourg – "Tourisme et Emploi", lors du Conseil Européen du Luxembourg sur l'Emploi et lors du Conseil de Ministres du Tourisme. C'est ainsi que le défi a été lancé dans le sens d'approfondir les résultats de la Conférence.
- Afin de répondre à ce défi, le Groupe de Haut Niveau sur le Tourisme et l'Emploi a été créé et ses recommandations ont abouti à l'élaboration de la communication de la Commission "Renforcer le potentiel du tourisme en termes d'emploi" (COM (1999) 205 final), du 28 avril 1999, qui encourageait l'approfondissement du secteur du tourisme à travers une meilleure utilisation et intégration du tourisme dans les politiques sectorielles;
- La réalisation d'un certain nombre d'évènements, dans le cadre de cette vague de soutien et coopération, liés au besoin de valorisation d'une industrie ayant de forts potentiels pour le développement de l'économie européenne, et qui contribuerait à la croissance et à l'emploi:
 - la Conférence de Vilamoura, le 11 mai 2000, où le besoin d'optimiser la coordination des politiques nationales et la reconnaissance politique du rôle à jouer par le tourisme a été souligné;
 - le Séminaire Ministeriel de Lille, le 22 novembre 2000, où un ensemble de thèmes devant faire l'objet d'un approfondissement ont été proposés, plus particulièrement: la création d'un réseau de régions pilote; le tourisme durable; l'échange d'informations; une plus large connaissance du secteur; la formation;
 - le Séminaire de Bruges, en juillet 2002, qui s'est penché sur la nécessité de permettre que l'activité touristique soit accessible à certains groupes-cible, notamment, *"aux jeunes, aux personnes âgées, à ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, aux chômeurs, aux handicapés"* (sic).

- La présentation, fin 2001, par la Commission, d'une communication intitulée **“Une approche de coopération pour le futur du tourisme européen”**, dans laquelle un ensemble d'actions sont proposées et dont la réalisation se fonde sur des mesures concrètes et sur le principe d'une étroite coordination entre les Etats membres et la Commission.

II) Proposition des représentants du Gouvernement portugais

En ce qui concerne l'élaboration en cours d'un Traité Constitutionnel, il nous semble essentiel que le tourisme figure dans la liste des sujets sur lesquels l'Union peut poursuivre des actions de coordination, de soutien ou de complément, aussi bien dans le cas où la situation prévue actuellement par les traités en vigueur se maintienne, que dans le cas où une autonomisation du tourisme soit décidée.

L'inclusion d'une base juridique sur cette matière représentera, dès lors, un élément (primordial) important pour le développement durable de l'industrie du tourisme en Europe et pour le renforcement de la compétitivité respective.

D'autre part, cela permettrait de consolider la reconnaissance politique de l'importance du tourisme pour le tissu économique et social de l'Union Européenne, notamment pour ce qui est des contributions au développement économique et à la création d'emploi.

Nous proposons, ainsi, l'inclusion de l'article suivant dans la Partie II du futur Traité Constitutionnel.

TITRE X

LE TOURISME

Art. X

- 1. L'Union Européenne contribuera au développement du tourisme en tant que secteur fondamental à la croissance économique, l'emploi, la qualité de vie des populations, le développement régional ainsi que la mise en valeur de l'environnement et de la culture. D'autre part, l'Union Européenne stimulera la coopération entre les Etats membres et pourra, le cas échéant, coordonner, soutenir et compléter son action dans ce secteur.**
- 2. L'action de l'Union devra suivre les objectifs suivants:**
 - rendre plus simple et facile l'échange et distribution d'information, notamment para le biais du recours aux nouvelles technologies;**
 - améliorer la formation, afin d'élever la compétence technique de l'industrie du tourisme;**
 - adopter certains indicateurs dans le but de créer un système de qualité pour le tourisme;**
 - promouvoir la protection de l'environnement, ainsi que la définition de critères de développement durable, ayant pour but de renforcer la compétitivité du tourisme européen;**
 - promouvoir le dialogue entre le secteur publique, l'industrie touristique ainsi que d'autres parties intéressées, notamment dans le cadre d'un Forum Européen à réaliser anuellement. ”**